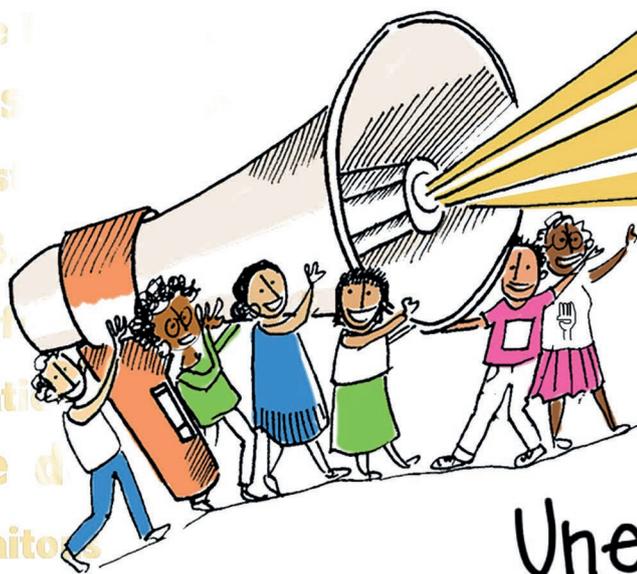


Les Centres Sociaux & l'IRDSU

présentent...



Une voix(e) commune
contre les discriminations

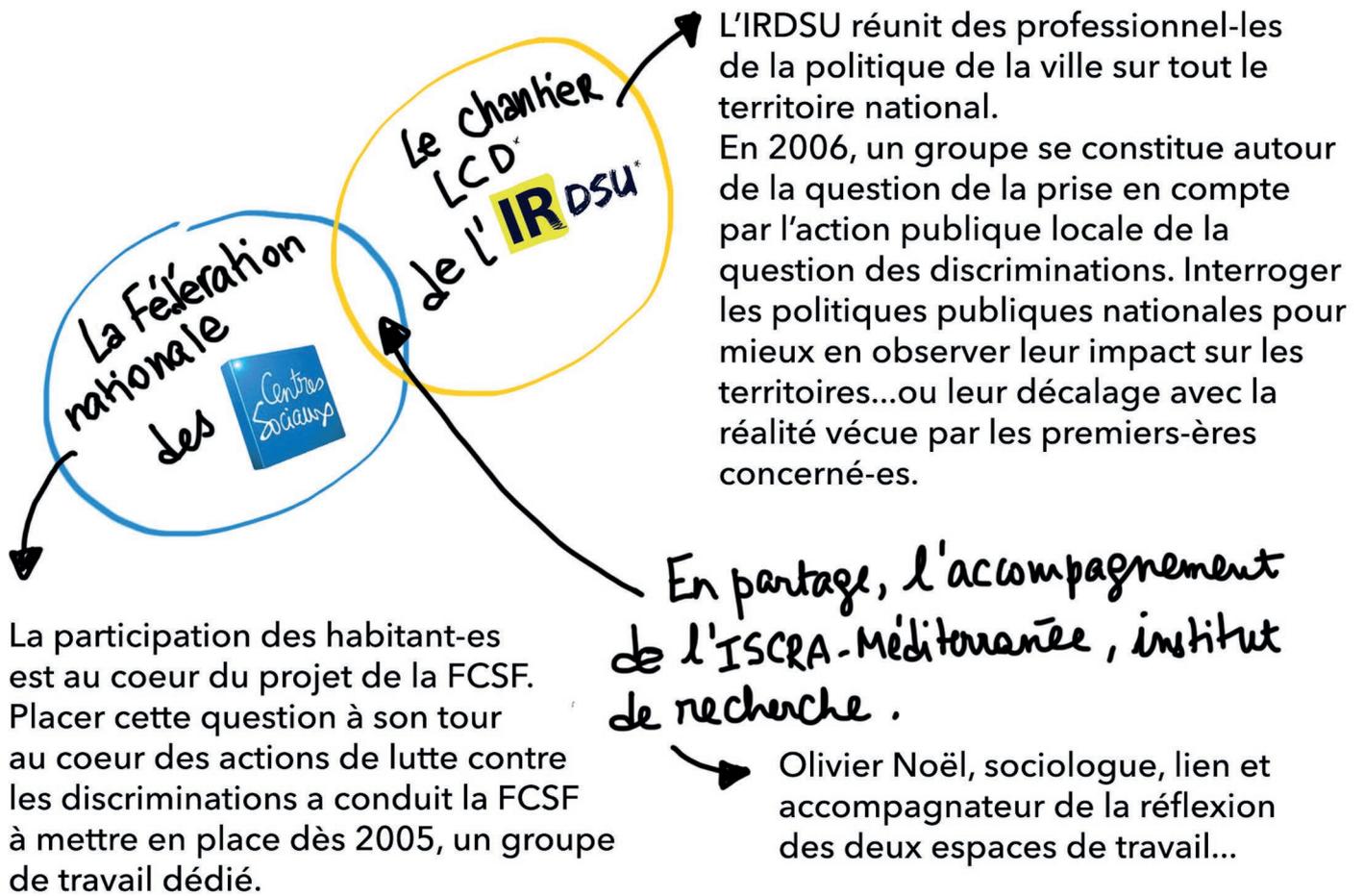
RETOUR SUR L'EXPÉRIMENTATION

2014-2017

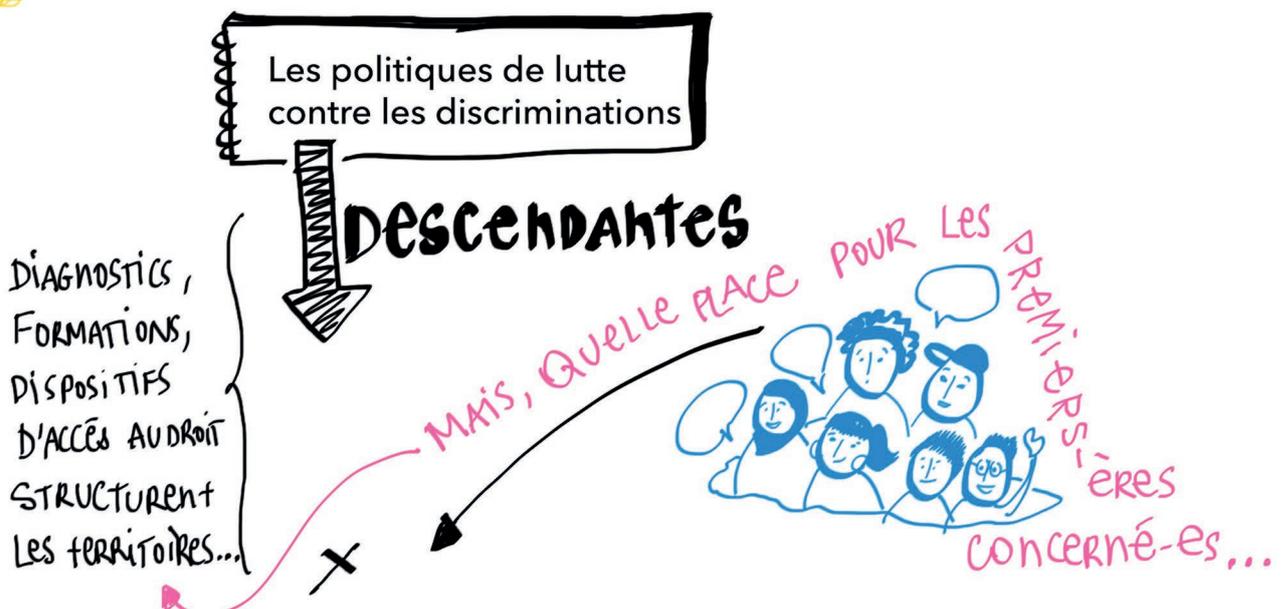
Capitaliser pour partager



① À L'ORIGINE DU PROJET...



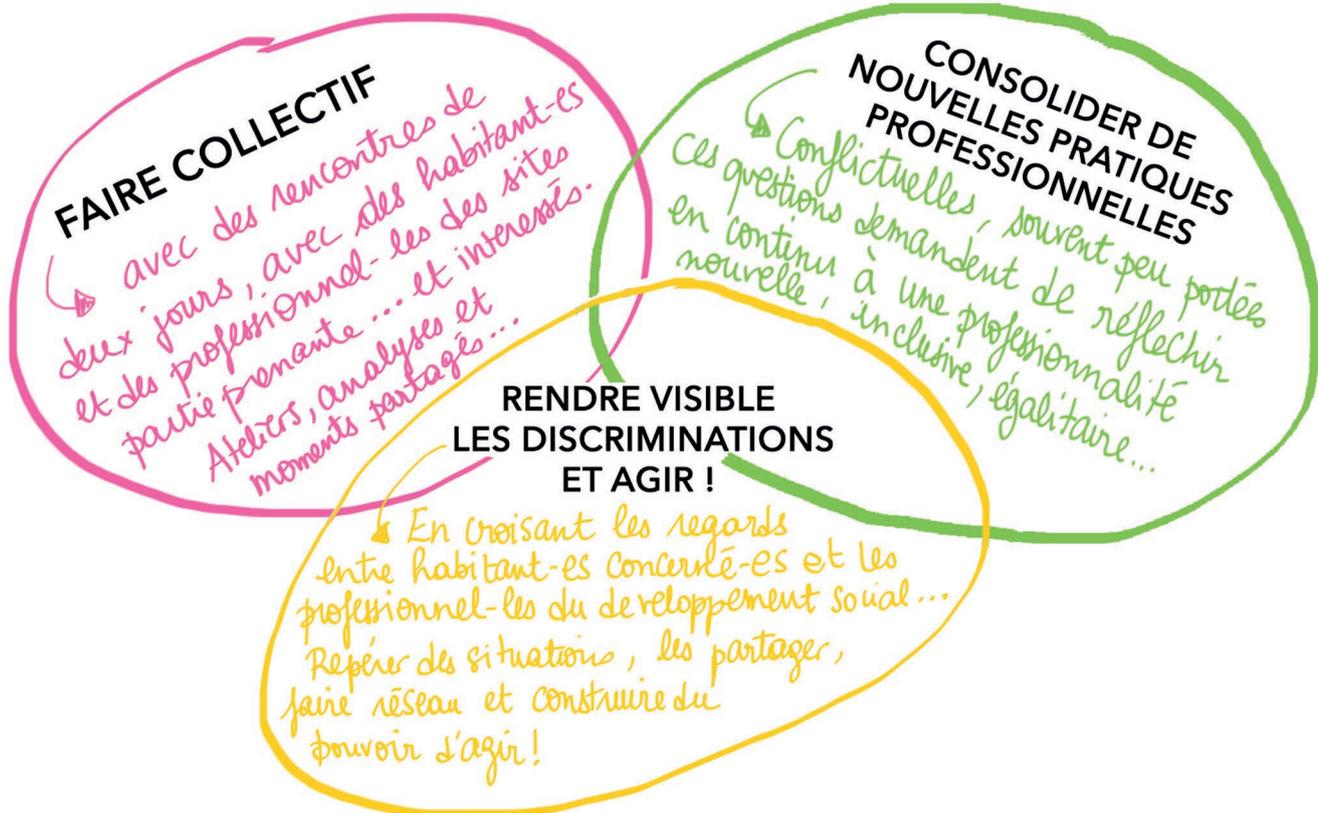
② DES CONSTATS PARTAGÉS



③ Expérimenter une nouvelle voie-x...

- Pour une reconnaissance publique partagée... *Les discriminations SONT un problème.*
- Pour donner une place à part entière et à long terme aux premiers-ères concerné-es...
- Pour faire émerger et accompagner les initiatives collectives ou individuelles...
- Pour partager de nouvelles méthodes et analyses...
- Pour partager le sens!
- Pour essayer...
- Pour plus de pouvoir d'agir!

④ Ce que L'ON FAIT en MARCHANT ...



POURQUOI UNE EXPÉRIMENTATION NATIONALE ?

Depuis le début des années 2000, période d'inscription sur l'agenda politique du problème, l'action publique de lutte contre les discriminations est définie par le haut. Dans une approche se voulant structurante sur les territoires, les différents programmes développés dans un premier temps – 2000-2008 – se sont concentrés sur l'angle de la formation des acteurs et actrices sociaux susceptibles de discriminer, consciemment ou non. Formation des intermédiaires de l'emploi, agent.e.s de l'Etat et des collectivités locales, professionnel.le.s du travail social pour ne citer que ces catégories d'acteurs et d'actrices.

Cette définition par le haut des enjeux de l'action publique de lutte contre les discriminations se fait également écho dans les réseaux et les fédérations nationales qui se saisissent de la question en développant une expertise propre.

En 2005, c'est la Fédération Nationale des Centres sociaux qui engage un travail en interne et sur les territoires autour de l'articulation des projets sociaux des CS et de la lutte contre les discriminations, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais et l'Ile-de-France.

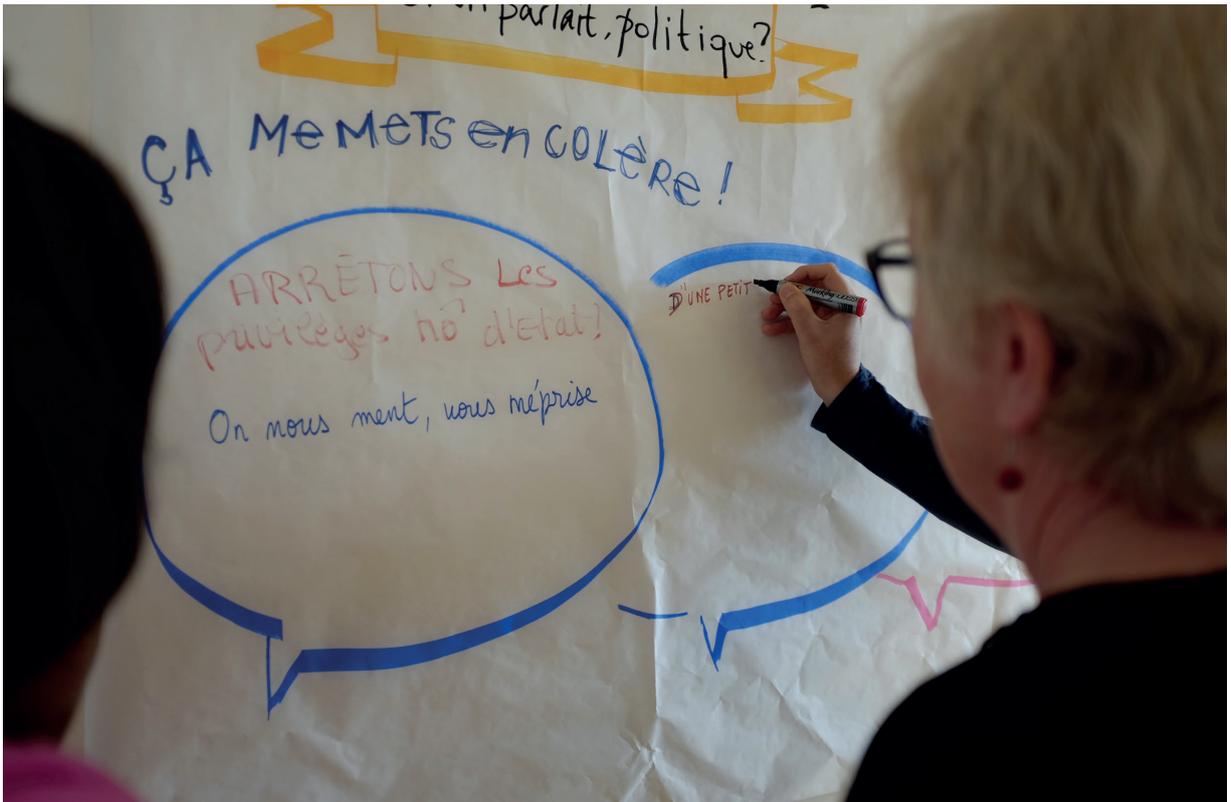
En 2007, dans la perspective de développer une professionnalité spécifique autour des discriminations dans les collectivités, des professionnel.le.s du développement social urbain mais aussi des professionnel.le.s dédiés à la lutte contre les discriminations s'organisent. Le "Chantier LCD" est né au sein de l'IRDSU.

À partir de 2004 et jusqu'en 2008, le portage politique national des questions de discriminations s'essouffle progressivement, renvoyant les acteurs et actrices locaux à des questionnements en termes d'efficacité, d'impact et de durabilité de l'action, toujours aussi indispensable. Suppression de la HALDE, imposition dans le débat public d'angles d'analyse excluants..." *Les termes du problème définis par le haut (insécurité, radicalisation liée à l'islam, identité nationale, promotion d'une laïcité interdictrice) ne sont pas des termes qui permettent de penser les enjeux du vivre ensemble et de l'égalité. Sans une mobilisation soutenue des réseaux professionnels, des habitant.e.s, des associations, des élu-e-s locaux, nous sommes face à un risque d'imposition par le haut d'autres problèmes et de gommage non seulement du problème public des discriminations mais également des actions pertinentes qui ont pu être déployées depuis le début des années 2000"... O.Noël*

Développer une expérimentation nationale qui croise les réseaux des centres sociaux et ceux des collectivités répond ainsi à un double enjeu :

- Répondre à la réalité/la prégnance du problème vécu sur les territoires par les personnes premières concernées et les acteurs de terrain en relation avec elles (associations, professionnel.les, élu.e.s)
- Poursuivre et développer des actions de lutte contre les discriminations dans une perspective résolument garante d'un référentiel inclusif et égalitaire. En effet, la définition du problème public des discriminations ne saurait être masquée par les développements « intégrationnistes » ou culturalistes qui empêchent de penser une philosophie du droit et de l'égalité de traitement.
- Instituer et légitimer des dynamiques locales, parfois isolées voire empêchées. S'engager professionnellement dans une démarche de lutte contre les discriminations aux côtés des premiers et premières concerné.e.s nécessite du temps, du soutien, de la ténacité. Les réseaux nationaux sont indispensables pour entourer et renforcer les initiatives locales.

Ce document de capitalisation se donne pour objectif modeste de partager une expérience collective, avec ses réussites et ses échecs. Pour que chaque action de lutte contre les discriminations s'inscrive dans un processus long, fait de victoires mais aussi de questionnements nécessaires ou subis.



SOMMAIRE

POURQUOI UNE EXPÉRIMENTATION NATIONALE ?	6
LA PLACE DES CONCERNÉ.E.S, LE MOTEUR POLITIQUE	12
LE TRAVAIL EN RÉSEAU COMME PORTEUR D'ALLIANCES	13
FAIRE ENSEMBLE, L'EXPÉRIENCE COMMUNE	15
ÉT MAINTENANT ? NOS PERSPECTIVES...	17

Petite histoire, en quelques

OCTOBRE 2012
AMIENS
Cnft + IRDSU

JUIN 2013
LYON
Congrès des Centres sociaux.

1^{ère} Rencontre



PLACE DES 1^{ÈRES} CONCERNÉES

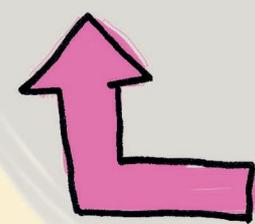


OCTOBRE 2017
SEMINAIRE DE CAPITALISATION
VITRY-LE-FRANÇOIS

AVRIL 2017
HALLE PAJOL, PARIS...
ANALYSER, FAIRE LE POINT, PENSER LA SUITE...



1 an plus tard



ÉTINCELLES

NOV 2016

TENIR BON!!

ÉCRITURE, RENCONTRE AVEC GEORGE PAU-LANGEVIN

Centre St. Blaise



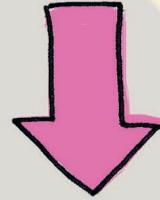
dates, de l'expérimentation...

2013
10 JANV



ACSE
CGET

- MARS 2014 -

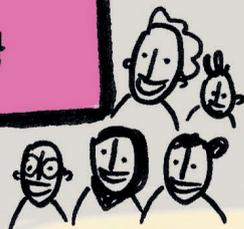


6 SITES

PARIS

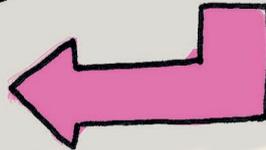
20 SEPT.
2014

LANCEMENT!



45 personnes

avec:
Le Collectif
Vivre ensemble
L'ÉGAUTÉ
&
SORTIES
SCOLAIRES
AVEC NOUS!



Comment on avance ?
Quelles sont les
difficultés ?

GROUPES
PROJETS



27 OCT
2015

ÉTINCELLES, PARIS

GARDER DES
TRACES

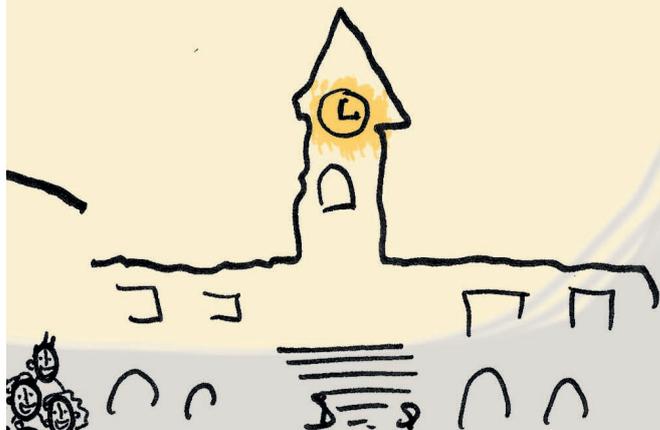


INVERSER
LA DYNAMIQUE
EN S'APPUYANT
SUR LES
TERRITOIRES.

JANV
2016



S'OUVRIRE



70 personnes

ATELIERS,
FILMS,
ALBUM PHOTOS,
INTERVIEWS, PARTAGE...

LI ART, ARDENNES!

- 5 & 6 avril 2016 -

LA PLACE DES CONCERNÉ.E.S, LE MOTEUR POLITIQUE

Entre 2012 et 2013, à l'occasion d'un séminaire IRDSU/CNFPT à Amiens et du Congrès de la FCSF à Lyon, un renversement de perspective, déjà engagé sur certains territoires, a eu lieu.

Devant une action publique en perte de vitesse, des professionnel.le.s de terrain en perte de sens, il s'agissait de réinventer des façons de faire.

La rencontre forte avec des collectifs d'habitant.e.s mobilisés tels que le Collectif Vivre Ensemble l'Egalité – Lormont, ou Sorties scolaires avec nous ! - Blanc Mesnil, a permis d'ouvrir la question des alliances entre habitant.e.s, centres sociaux et collectivités.

Dans un contexte complexe parfois violent, comment s'engager les un.e.s aux côtés des autres ?

La définition des contours de l'expérimentation "Une voix-e commune contre les discriminations" est partie de cette question centrale. La place des premiers et des premières concerné.e.s n'est pas négociable. Elle doit être au cœur d'une action publique qui se veut égalitaire. En effet, comment penser définir un problème public et s'y atteler sans que la place des personnes qui subissent ces mêmes discriminations soit centrale?

Les principes que nous avons construit au fil de l'expérimentation :

- Chaque rencontre doit réunir autant d'habitant.e.s que de professionnel.le.s voire plus.
- Les conditions de la prise de parole doivent être pensées en amont des rencontres, dans une perspective d'inclusion et non de formation. Sur ce point, plusieurs ajustements ont été nécessaires au fil de l'expérimentation tant les rapports de domination par le langage, les codes des professionnel.le.s peuvent être implicites et inconscients.
- L'expérience commune, dans le faire, est indispensable pour nouer des liens authentiques et travailler en confiance.

Les réussites que nous avons identifiées :

- Un véritable souffle, **moteur** dans les rencontres, le travail.
- L'ouverture de la parole et l'implication de plus en plus forte des habitant.e.s, à la fois dans la définition du problème, le partage de solutions, la projection en action.
- Un sentiment d'appartenance et de reconnaissance à un tout collectif, national, qui motive à agir et évite le découragement.

Les difficultés que nous avons rencontrées :

- L'implication des habitant.e.s concerné.e.s par les discriminations dans le fonctionnement du centre social a parfois révélé des problèmes de fonds, relatifs principalement à la gouvernance, mettant en péril à la fois le projet et la vie du centre. Cette situation de crise a pu se retrouver dans plusieurs centres, sites partenaires ou membres de l'expérimentation. Ici, ce qui est frappant, c'est le déni ou le refus du "majoritaire" – bénévoles anciens ou salarié.e.s – d'intégrer une définition, une prise de parole émanant d'habitant.e.s "minoritaires". La question des discriminations disparaît alors rapidement derrière des enjeux organisationnels, de la gestion de conflit, éludant ainsi la nécessité de repenser un fonctionnement à l'aune de la question égalitaire.

LE TRAVAIL EN RÉSEAU COMME PORTEUR D'ALLIANCES

Un des axes forts de l'expérimentation a été de consolider le travail en réseau à la fois au niveau national et au niveau local. Il s'est agi dès le départ de nouer des **"liens d'expérience"** entre les centres sociaux et les collectivités mais aussi les associations et collectifs de premiers et première concerné.e.s. Ces liens d'expérience renvoyant tout à la fois à la notion d'expertise mais aussi à celle du faire ensemble.

La structuration de l'expérimentation s'est d'abord attachée à rapprocher des "binômes" de professionnel.le.s sur les territoires, privilégiant un modèle-type. Un.e professionnel.le des collectivités = un.e professionnel.le des centres sociaux. Si ces binômes ont pu fonctionner dans les premiers pas de l'expérimentation, ils ont été rapidement remis en question car trop enfermants. En effet, il s'agissait de garder une posture ouverte à des sites pour lesquels la dynamique locale centre social/collectivité était en construction ou tout juste émergente.

La première phase de l'expérimentation, caractérisée par des temps de travail et d'analyse de pratiques entre pair.e.s au niveau national a permis de consolider et de partager le référentiel de la lutte contre les discriminations. Cette étape, essentielle répond pour Olivier Noël à la nécessité *" d'accroître le pouvoir de comprendre, de s'accorder sur les termes du problème pour mieux le construire."*

Les principes que nous avons construits au fil de l'expérimentation :

- Les alliances entre collectivités et centres sociaux sont indispensables pour instituer et faire avancer un projet. Portage politique, mise à disposition de moyens, en particulier un noyau d'animation, soutien et légitimation mutuelle sont autant de points d'ancrage d'une action dans la durée contre les discriminations. Sur chacun des sites ayant participé à l'expérimentation, un véritable travail de proximité dans la construction de la stratégie a pu être observé. Elaboration conjointe de démarche diagnostic et de formations, soutien à des projets d'habitant.e.s et reconnaissance de l'importance de se constituer en collectif, valorisation du travail mené auprès des élu.e.s local.e.s.
- Le travail entre pairs est nécessaire car les jeux et les stratégies institutionnelles ne sont pas toujours les mêmes d'un centre social à une collectivité. Les réseaux IRDSU et FCSF n'ayant pas non plus les mêmes fonctionnements, il était important de permettre un espace de travail distinct à l'occasion des rencontres, tout en conservant des temps en commun.

Les réussites que nous avons identifiées :

- Malgré le faible nombre de sites participant à l'expérimentation, l'impact de ce travail est indéniable sur la **conscientisation d'un possible** à l'échelle nationale pour d'autres sites, collectifs, professionnel.le.s ou centres sociaux. Si infime qu'il soit, chaque engagement en réseau est source d'alliances précieuses pour continuer de proposer une lecture des discriminations au plus proche du réel. Ainsi, plusieurs sites se sont montrés intéressés par la démarche à un moment ou à un autre : Nantes, Pessac, Aubervilliers, Autun, Grenoble et d'autres à venir...
- Sur les sites parties prenantes, les alliances entre collectivités et centres sociaux ont permis de mener à bien plusieurs projets : élaboration d'un PLCD à Vitry-Le-François, démarche intégrée et diagnostic en cours à Paris au Centre social Etincelles.
- Le travail en réseau est un véritable ressourcement pour des professionnel.le.s en situation d'isolement sur leurs territoires. C'est aussi le cas pour les habitant.e.s, qui en rencontrant d'autres dynamiques nourrissent leur propre dynamique d'engagement.

Les difficultés que nous avons rencontrées :

- Les coopérations entre les réseaux IRDSU et FCSF, au-delà des sites membres de l'expérimentation ou intéressés n'ont pas réellement été développées, malgré les points d'ancrage communs autour du développement du pouvoir d'agir et de la LCD.
- Certains sites ont dû quitter l'expérimentation, fragilisant la dynamique. Ces départs ont principalement été le fait de crises de gouvernance, évoquées plus haut.
- Le choix de fonctionner sur un modèle binaire, FCSF/IRDSU, se traduisant par les binômes territoriaux, a également retardé la prise en compte d'autres acteurs et actrices du territoire agissant contre les discriminations. Ainsi, les autres réseaux d'action contre les discriminations ont été seulement inclus à l'occasion du séminaire de capitalisation : réseaux d'éducation populaire, collectifs d'habitant.e.s...



FAIRE ENSEMBLE, L'EXPÉRIENCE COMMUNE

Les rencontres nationales qui ont rythmé l'expérimentation sont en elles-mêmes riches d'enseignements. De façon très progressive, l'ensemble des participant.e.s ont formulé des attentes en terme de partages d'expériences, de temps de formation, de découverte d'outils mais également d'espaces de convivialité.

Plusieurs formes de travail ont été développées : ateliers entre pair.e.s, apports théoriques mais aussi et surtout séminaires sur deux jours, à Liart, Etincelles, Paris et Vitry-Le-François.

"Les temps de séminaire sur site ont été l'occasion de tester des outils (jeu des citrons, débats mouvants, photolangage, bibliothèque humaine etc.) et d'éprouver leur pertinence, de mettre à l'épreuve des postures de travail collective qui favorisent un processus de développement du pouvoir d'agir, d'élaborer des outils de communication et de valorisation du travail effectué, de caractériser des situations-types qui favorisent la reconnaissance du problème, étape indispensable à l'élaboration d'un projet de « vivre ensemble égalitaire » comme l'ont si bien formulé les jeunes du collectif de Lormont ." O.Noël

Les principes que nous avons construits au fil de l'expérimentation :

- Les espaces de travail partagés entre habitant.e.s et professionnel.le.s doivent tenir compte des rapports institutionnels et des jeux d'acteurs. Raconter, se raconter, partager des expériences sensibles demande la mise en place d'un cadre de respect et d'écoute inconditionnel
- Les traces des rencontres sont un point d'ancrage du processus. Les illustrations, vidéos, comptes-rendus sont autant de supports qui marquent le travail, l'instituent, le valorisent, l'inscrivent dans la durée.
- Les temps informels sont essentiels pour se solidariser, tisser des liens.



Les réussites que nous avons identifiées :

- Les séminaires de Liart et de Paris ont été vécus par l'ensemble des participant.e.s comme des sources d'énergie positive et d'espoir pour continuer à agir sur le territoire.
- Les différents ateliers et outils qui ont été expérimentés ont réellement permis une expression large et le repérage de situations de discriminations.
- Les temps de rencontre ont permis une montée en expertise collective qui s'est répercutée sur le quotidien des centres sociaux. Exemple des temps d'échanges organisés par les habitant.e.s bénévoles du CS Etincelles.

Les difficultés que nous avons rencontrées :

- Si la mobilisation au cours des séminaires était forte, la mise en œuvre sur les territoires a parfois été complexe. Ces "temps suspendus" ne pouvant pas toujours être reproduits dans le fonctionnement quotidien des centres sociaux.
- Lors des séminaires, plusieurs situations de discriminations ont pu se faire jour au travers des ateliers participatifs ou des temps de convivialité. Ces situations nécessitaient toutes une prise en charge, un suivi, un traitement. Sur les territoires, l'absence ou le manque d'ingénierie spécifique mais aussi de réseaux de travail n'a pas permis un relais rapide et construit autour de ces situations. L'expérimentation a permis d'"ouvrir la voix" mais insuffisamment la "voie".
- La question des moyens, tant humains que financiers, s'est régulièrement posée dès lors que des actions semblaient pouvoir être développées.



ET MAINTENANT ? NOS PERSPECTIVES...

C'est à Vitry-Le-François, les 21 et 22 octobre 2017, que se sont dessinées les perspectives futures de ce travail. À l'occasion de ce séminaire de capitalisation et de partage, les membres de l'expérimentation ont souhaité ouvrir la rencontre à des collectifs, des associations, des élu.e.s locaux.les et des centres sociaux venus de toute la France et même de Belgique : Aulnay-sous-Bois, Lormont, Lyon, Marseille, Nantes, Paris, Perpignan, Liège, Rennes, Pessac, Choisy-le-Roi...

Deux jours de réflexion, d'interconnaissances et de découvertes des possibles qui ont permis de se projeter dans une continuité d'engagement autour de la lutte contre les discriminations.

Quelques enseignements et suites envisagées :

Le séminaire et plus largement l'expérimentation ont :

- Favorisé des **processus de conscientisation et des changements** des postures : lors du temps introductif, un intervenant a dit « j'ai toujours été croyant en matière de lutte contre les discriminations, maintenant je suis pratiquant » et lors du temps conclusif, une participante lui fait écho en affirmant « je suis venue en spectatrice, je repars actrice » et une autre a écrit « il y a un avant et un après Vitry »,
- **Levé des impuissances à agir** souvent liées au sentiment d'isolement : « l'union fait la force » ou « on est plus forts collectivement, organisons le rapport de force », « que les gens se lèvent et se révoltent » ont souligné plusieurs participants lors du temps conclusif souhaitant passer « la seconde, voire la troisième ! »,
- Constitué selon une participante « un **espace collaboratif** et d'intelligence collective » et permis « d'agrandir nos connaissances, savoirs et expériences »,



- Favorisé les **relations intergénérationnelles** ; des relations horizontales avec les quelques élu-e-s présent-e-s tout au long du séminaire et qui ont pleinement joué le jeu,



- A suscité des **envies** d'organiser de nouvelles rencontres proposées notamment par les collectifs venus de Choisy-Le-Roi et de Pessac, ou encore une proposition d'accueil à Marseille par le collectif des professionnels de l'ARDML-PACA mais aussi des **projets communs** entre acteurs de territoires proches (Occitanie et Paca) ou plus lointains (Aquitaine, Bretagne).
- A conduit certains à solliciter des « **Etats Généraux portés par les élu-e-s pour une interpellation de l'Etat** », à proposer l'organisation d'une « rencontre nationale par an autour d'états généraux de la lutte contre les discriminations » venant souligner le fait que prendre le « problème par le bas », à partir de l'expérience des premiers et premières concerné-e-s n'est qu'une étape indispensable et préalable à tout changement en profondeur.

Conclusion...ouverte !

L'objectif des deux réseaux FSCF et IRDSU au travers de cette expérimentation était de favoriser la conscientisation et le développement du pouvoir d'agir en matière de lutte contre les discriminations.

Il semble que l'on peut affirmer que cet objectif est pleinement atteint, que la voix commune s'est faite entendre même si elle a vocation à s'amplifier et que la voie est désormais ouverte même si le chemin peut être long et semé d'embûches.

Merci à toutes celles et ceux qui ont mené, contribué, organisé, travaillé autour de ce projet et qui continueront de le faire...

Pour suivre cette voie et continuer de prendre la parole // RDV ici :
une-voix-e-commune.fr

Pour rester en contact avec l'IRDSU // RDV ici :
irdsu.net

Pour rester en contact avec la FCSF // RDV ici :
centres-sociaux.fr
cestpossible.me



Ce document de capitalisation a été co-écrit par Céline Ziwès, illustratrice impliquée, intervenante associée à l'ISCRA-méditerranée et Olivier Noël, sociologue à l'ISCRA-méditerranée avec le soutien de Marc Valette, bénévole et ancien chargé de mission de l'IRDSU. Novembre 2017

Illustrations/création/photos : ZèdeGRAFIK (l'illustration pour le dire)

Vitry-le-François et après ?

réseaux doivent interconnecter les citoyens à tous les niveaux et les inciter pour qu'une force
ait la force. Correspondance entre Jeunes via l'art (loisirs, sports) + questionnement cito
intervention dans les écoles. Promouvoir le message dans les réseaux sociaux. Partenariat entre NO
acteurs du séminaire de ce week-end. **Echanges** et enrichissement. **Découverte** du fonctionne
structures institutionnelles. Approfondir la **connaissance** des différentes structures gravitant au
former et informer un maximum. Créer une permanence d'accueil pour les personnes
discriminations – personne LCD et une personne type Défenseur Droit. D'autres rencontres. Parler
plus ces thématiques et que ça soit **intergénérationnel**. Partager les expériences. Créer
développer des actions communes. Sortir de l'expérimentation. **L'union fait la force**. Mélanger les
cultures. Présentation des actions des différents partenaires du séminaire avant/après. **Encour**
initiative / séminaire d'échanges et de dialogues pour mieux apprendre des autres, pour mieux lut
aux de nos sociétés avec un souci d'ouverture. **Avant Vitry : spectateur.rice.s**. Ap
acteur.rice.s. Multiplier les rencontres hors les murs. Co-construire. La réalité des discr
agir ensemble. Dévoiler les talents où qu'ils soient pour qu'ils soient dans la lumière. Montrer les b
personnes et les territoires de la LCD. Création d'une charte propre au réseau LCD et obtenir une RECC
par les pouvoirs publics. Le prochain séminaire à Marseille avec le réseau ARDML. Accompagner
passer la seconde. On est plus fort collectivement, organiser le **rapport de force**. Echanger
les coups de main – skype, FB... **Unir nos expériences** et projets pour en faire un spectacle artis
réflexif. Se retrouver une fois par an. Partage-échange autour des initiatives locales. Proposit
bordeaux. Renforcer l'information et action sur les recours juridiques. **Aider** les gens à avancer sur
personnelle. **Provoquer le débat** avec les élu.e.s pour les impliquer davantage – inviter les é
réseaux sociaux. Nous souhaitons développer ce réseau pour continuer de **porter la voix**
discriminations : ressources, partage, co-construction, bonnes pratiques, rencontres. Agrandir nos
avoirs expériences. Revoir la pièce "**Décalage toi**". Voyager pour voir d'autres assos. **Passer la**
même la troisième ! Vivre ensemble. Créer un projet pour les jeunes et les personnes extérieures
aider à **libérer la parole**. Une rencontre nationale par an – Etats généraux de la LCD. Monter de no
rester indépendant.e.s face aux financeurs, aux politiques. Importance d'associer le CA – a
bénévoles, employeurs. **Culture** comme porte d'entrée et plus encore sur cette question. Outiller for
t bénévoles. Espace **collaboratif** et intelligence collective. Continuer à **consolider le réseau**
partenariat. Les actions de prévention. **Que les gens se relèvent et se révoltent**. Fai
participant.e.s mails et tel. Renforcer l'information et les actions sur les **recours juridiques**. A
avancer sur leurs situations personnelles. Associer les habitant.e.s en amont pour un travail de
l'engagement "**les tables citoyennes**". Créer une **dynamique** qui s'inscrit dans le temps en part
écoles, les associations et les centres de loisirs jeunesse centres sociaux. Les **Etats généraux** doiv
par les élu.e.s pour une interpellation de l'Etat. Diversifier les supports. Continuer ce travail de re
sensibilisation mais pas seulement entre convaincu.e.s Accueillir un évènement à l'occasion de la sema
en mars. Mobiliser différentes actions de **sensibilisation** sur les discriminations et l'égalité.